

## Les femmes et les filles d'Afghanistan en grave danger.



Kaboul, le 3 mai 2022. EBRAHIM NOROOZI / AP

Des nouvelles alarmantes et effrayantes nous parviennent d'Afghanistan.

L'association **NEGAR-Soutien aux femmes d'Afghanistan**, membre avec Elles aussi de la CLEF (Coordination pour le lobby européen des femmes) vient de lancer **un appel au secours**.

NEGAR est née en 1996 lors du premier régime taliban (entre 1994 et 2001). Depuis le retour au pouvoir de ce régime, en 2021, on assiste à un retour en arrière de 25 ans, avec les lois et usages de cette époque sombre pour toutes les femmes afghanes et pour leurs droits élémentaires à la liberté et à l'égalité entre les sexes. NEGAR nous dit : *« nous voulons en cette rentrée vous demander ....de ne pas oublier les femmes afghanes... Nous devons continuer à mobiliser la société et à peser sur les décisions politiques... il faut que les pays démocratiques s'unissent pour dénoncer ce qui est en train de se passer en Afghanistan. Les femmes afghanes, à 10 heures de vol de Paris, sont emmurées vivantes . Nous comptons sur vous».*

Pour lire l'appel : <https://www.negar-afghanwomen.org/2/lettre-adressee-par-lequipe-de-negar-aux-militant-es-aux-associations-aux-politiques-aux-structures-quinous-ont-accueillies-soutenues-et-aidees/>

Aujourd'hui la liberté des femmes afghanes et toute leur vie sociale et privée sont en grave danger.

Le contrôle sur les femmes vient d'être institutionnalisé et légalisé par une loi comptant 35 articles répressifs et toute une palette de sanctions applicables. Tout un programme immensément liberticide pour les femmes. Des interdictions et obligations alarmantes et effrayantes, inédites à ce jour dans le monde sont officialisées : interdiction de faire entendre leur voix en public, interdiction d'accès à l'éducation à partir de 12 ans (autant dire pas d'accès à l'éducation), interdiction d'accès à de nombreux travaux (avec les conséquences sur la vie matérielle), obligation de porter la burqa pour ne pas « tenter » les hommes. Des lapidations seraient envisagées.

Un « féminicide social » est mis en route, disent Chékéba Hachemi, ex-diplomate afghane, et Eric Cheysson, médecin de la Chaîne de l'Espoir – dans un entretien sur France 24 début septembre (<https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/les-invites-du-jour/20240903-afghanistan-jusqu-o%C3%B9-ira-l-effacement-des-femmes-parlons-en-avec-e-cheysson-et-c-hachemi>)

Cet entretien lance des questions : on peut ne pas s'accommoder d'un silence assourdissant du monde politique et des associations, car le droit des femmes à la liberté et à l'égalité entre humains indépendamment du sexe est un droit universel et demander ce droit n'est nullement de l'ingérence ; et on pourrait envisager des conditionnalités sur le statut des femmes associées aux aides matérielles internationales.

L'ONU semble actuellement impuissante sur tous ces points. Par exemple, pourquoi dans une récente réunion internationale à Doha, a-t-on vu l'interdiction de la présence de femmes dans une réunion exclusivement masculine ? De plus nous apprenons que récemment le Rapporteur spécial de « la situation des droits de l'Homme en Afghanistan » de l'ONU, Richard Bennett a été exclu du pays.

Dire la défense des droits humains des femmes afghanes, l'exigence de dignité, d'égalité et de liberté, ne serait-ce pas un exemple de diplomatie à la fois féministe (puisque les femmes sont victimes de discriminations) et tout à fait humaniste ?

Toutes les femmes d'Afghanistan sont en situation de danger gravissime. Il s'agit de liberté et d'égalité, deux mots gravés dans les frontons de toutes nos mairies, de droits universels et de nos idéaux humanistes et républicains.

Danièle Bouchoule, VP Elles aussi